

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, J-10

## A quand un Parlement contre la corruption ?

**Jeudi 4 mai 2017, dans 10 jours, auront lieu les élections législatives. Les précédentes chambres basses du Parlement n'auront pas brillé par une activité débordante, ni par une contribution effective à la moralisation de la vie publique.**

La corruption constitue un obstacle et un danger pour la démocratie. Aussi, l'existence d'une institution parlementaire élue démocratiquement et la participation des citoyens sont essentielles à la lutte contre la corruption. Il est primordial de renforcer le rôle du Parlement en matière d'initiative de lois. Dans les domaines de la lutte contre la corruption et la transparence dans la gestion de la chose publique, cette institution doit être plus entreprenante, par des propositions de lois dont le sort ne serait pas lié aux diligences gouvernementales.

Ces propositions pourraient ainsi recueillir des appuis en dehors des clivages politiques existants et renforcer le rôle et l'autorité morale du Parlement.

La consultation par le Parlement des ONG et d'autres secteurs de la société, qui interviennent ou qui peuvent jouer un rôle dans la lutte contre la corruption, à l'occasion de discussions sur des projets de loi, permet d'enrichir et de faciliter la mise en œuvre des réformes et de promouvoir l'intégrité. Le Parlement peut ainsi être amené, dans le cadre de la moralisation de la vie publique, à adopter des codes de conduite, comme c'est le cas déjà dans nombre de pays africains.

En Ouganda, par exemple, l'article 233 de la Constitution exige du Parlement qu'il établisse légalement un code de conduite, pour les détenteurs de postes que le Parlement peut définir, et qu'il autorise le corps des inspecteurs du gouvernement à faire appliquer le code.

Le rôle du Parlement est par ailleurs essentiel pour assurer la crédibilité et l'efficacité du systè-

me de déclaration du patrimoine des membres de l'Exécutif, des élus et des hauts fonctionnaires de l'Etat.

Il peut voter une loi qui réunit toutes les garanties de transparence dans l'exécution, la publicité, le contrôle et l'évaluation du dispositif à mettre en place. Mais ce système de déclaration de patrimoine peut aussi s'appliquer aux parlementaires eux-mêmes. Au Kenya, une loi avait été votée en 1964 sur les pouvoirs et les privilèges des membres de l'Assemblée nationale. Cette loi interdit à ces derniers d'accepter tout pot-de-vin, tous honoraires, toute compensation, récompense, ou tout cadeau pour avoir fait opposition ou avoir soutenu toute loi, résolution, question ou tout texte soumis, ou allant être soumis, pour examen à l'Assemblée nationale.

#### Les élus, contre-pouvoir et pouvoir d'investigation

En outre, le Parlement, dans son organisation interne, doit être doté de structures efficaces et assurer un statut clair à la majorité et à l'opposition. C'est en effet en permettant à l'institution parlementaire d'assurer de manière effective le contrôle de l'activité gouvernementale, notamment en donnant à l'opposition les moyens d'accéder à l'information et d'interpeller régulièrement le gouvernement, que les élus pourront constituer un contre-pouvoir.

Afin de mettre les parlementaires à l'abri de pressions, il est indispensable de les couvrir par l'immunité parlementaire, immunité qui ne doit cependant pas conduire à l'impunité.



Le pouvoir d'investigation et d'information de l'institution parlementaire détermine largement aussi le rôle qu'elle peut remplir en matière de transparence et de lutte contre la corruption.

Le droit de constituer des commissions d'enquête ouvertes à l'opposition et de mener des missions d'investigation doit se traduire dans les faits par la garantie d'un accès libre à l'information. Cela suppose l'opposabilité du secret professionnel à l'encontre de ces commissions d'enquête et l'obligation, par les institutions concernées de l'Etat, de leur fournir les informations demandées.

La publication des rapports des commissions d'enquête parlementaires doit être impérativement assurée pour garantir le droit à l'information des citoyens. C'est en effet par la mise en œuvre de cette obliga-

tion d'information que les électeurs peuvent suivre et évaluer l'activité de leurs élus et de leurs gouvernants et mieux choisir leurs futurs représentants.

#### Élargir le champ de la consultation et de la concertation citoyennes

Reconnaître à l'opposition de larges prérogatives en la matière est essentiel. Mais l'institution parlementaire, aussi représentative qu'elle puisse être, demeure inefficace tant qu'elle n'est pas

soutenue par une démocratie participative.

Le système politique doit veiller à élargir le champ de la consultation et de la concertation citoyennes tant dans la prise de décisions que dans le fonctionnement des institutions publiques. Cela requiert non seulement une décentralisation et une déconcentration efficaces des administrations publiques, mais aussi des organisations de la société civile (partis politiques, syndicats professionnels, associations, ordres professionnels, etc.) ouvertes, dynamiques et démocratiques.

Dans les phases de transition démocratique en particulier, comme c'est le cas de l'Algérie, il est nécessaire de rallier la confiance des électeurs en mettant en place un système électoral fiable et transparent. Le choix du mode de scrutin et le découpage électoral doivent faire l'objet d'un large débat et d'un consensus national.

En effet l'expérience montre que, trop souvent, les pouvoirs exclusifs reconnus au ministère de l'Intérieur dans ce domaine, finissent par altérer le processus et parfois même par faire douter de l'utilité des consultations.

Il est par conséquent recommandé que les opérations électorales soient placées sous la supervision et le contrôle d'une commission neutre et indépendante. L'Algérie, malheureusement, n'en est pas encore là.

Djilali Hadjadj

## Le jour où nous aurons une commission électorale indépendante...

La commission électorale étant fondée sur le principe de neutralité, les modalités de sa constitution, de sa composition et de son fonctionnement doivent faire l'objet d'un débat et d'un consensus entre les acteurs politiques.

L'administration, qui doit se tenir à égale distance des acteurs politiques, en vertu des principes démocratiques, doit jouer le jeu en évitant de gêner le fonctionnement de la commission par des blocages administratifs, notamment au niveau des moyens matériels et financiers.

Le contrôle et la supervision doivent porter sur l'ensemble du processus électoral : de l'inscription sur les listes électorales à la confection du fichier électoral, en passant par le retrait des cartes d'électeurs, jusqu'au vote et au dépouillement. L'ensemble de ces opérations, menées en toute transparence, garantissent le respect de la loi électorale et, en particulier, l'égalité entre les candidats.

Cette égalité doit être assurée à tous les niveaux du processus. Au niveau des médias gouvernementaux, une réglementation appropriée doit en assurer l'accès équitable à tous les candidats.

Dans le processus électoral, une société civile indépendante et autonome peut assumer une fonction de veille et d'alerte, voire de médiation, lorsque le contexte l'exige et que les protagonistes le souhaitent. L'observation des élections constitue un enjeu important.

L'intervention d'observateurs nationaux issus de la société civile à même d'intervenir à tous les stades du processus électoral doit être encouragée. La présence d'observateurs internationaux peut être utile, selon le contexte.

D. H.

D. H.

## Transparence électorale et processus démocratique

Le système électoral, tant par sa transparence que par ses modalités de contrôle, joue un rôle fondamental dans le processus démocratique.

Les mécanismes du scrutin sont exposés à une multitude de pratiques de corruption et les résultats peuvent être faussés de plusieurs façons : l'électeur peut être intimidé ou empêché de voter ; l'agent d'un bureau de vote peut changer le vote d'un handicapé qu'il est censé aider ; les bulletins peuvent être échangés par d'autres favorisant un candidat en particulier ; le décompte des voix peut être frauduleux, etc. Le renforcement du contrôle et de la transparence est d'autant plus crucial que «l'achat» de voix et d'autres formes de corruption sont entrées dans les mœurs électorales.

La corruption des hommes politiques et des élus en particulier est à l'origine d'un phénomène appelé «nomadisme ou transhumance politique». Il arrive ainsi que des parlementaires changent de parti en cours de législature.

Cette pratique, qui trahit la confiance des électeurs et encourage la corruption, constitue une entrave grave au développement du processus démocratique.

La nouvelle Constitution algérienne — mars 2016 — interdit ce «nomadisme», mais dans les faits, ce fléau n'a cessé de prendre de l'ampleur... Les règles de la démocratie exigent d'assurer l'équilibre entre les candidats aux élections par le plafonnement des dépenses électorales à un niveau compatible avec les ressources du pays.

L'instauration d'une telle règle est de nature à limiter le recours à des sources de financement occultes. La sanction du non-respect du plafond des dépenses par l'invalidation du mandat de l'élu en cause peut dissuader les éventuels contrevenants. Sujet encore tabou et réglementation lacunaire, le tout encouragé par un exécutif qui y trouve son compte.